

P810049-0270

44-1547-10493

The^o Embassy of the Democratic and Popular Republic of Algeria avails itself of this opportunity to renew to the Department of State of the United States, Office of Iranian Affairs, the assurances of its highest consideration.

enclosure. /

SIGATONY INMIGRADO

DEPARTMENT OF STATE A/CDC/HR
REVIEWED BY AWN DATE 10/4/82
RDS ☐ or XDS ☐ EXT. DATE _____
TS AUTH. _____ REASON(S) _____
ENDORSE EXISTING MARKINGS ☐ _____
DECLASSIFIED ☐ RELEASABLE ☒ _____
RELEASE DERIVED ☐ _____
PA or FOI EXEMPTIONS _____

DECLASSIFIED

PMO 049-0271

EMBASSY OF THE DEMOCRATIC
AND POPULAR REPUBLIC OF
ALGERIA
3100 GAITHERS ROAD N.W.
WASHINGTON, D.C. 20008

TEXT :

- 1) En dépit de leur engagement formel reproduit dans le communiqué de la République Algérienne Démocratique et Populaire daté du 19 janvier 1981, les Etats-Unis n'ont encore entrepris aucune démarche pour la mise en exécution des Articles 12, 13, 14 du dit communiqué.
- 2) L'Article 13 du communiqué est formel : "Dès l'émission du certificat cité dans l'Article 3 par le Gouvernement Algérien les Etats-Unis donneront l'ordre à toutes personnes résidant dans l'espace juridique américain de communiquer dans un délai de 30 jours à la Trésorerie des Etats-Unis, toutes les informations dont elles disposaient à la date du 3 novembre 1979 et aussi à celle de l'émission de l'ordre, en rapport avec les biens et les avoirs cités dans l'Article 12, en vue de leur expédition en Iran."
- 3) Du point de vue de la République Islamique d'Iran la réponse des autorités américaines au sujet de la mise en application de leurs engagements (sujet de la note verbale N° 24/SP/81 de votre ambassade datée du 22 février 1981) avançant qu'elle dépendait de la communication juridique contre chacun des défendeurs, est totalement rejetée étant contraire au contenu formel de l'Article 13.
- 4) En rapport avec la mise en application de l'Article 12, le blocage de la fortune de l'ex-Shah et de ses proches, les Etats-Unis devaient entreprendre les démarches aussitôt après la libération des otages, la déposition de la revendication de l'Iran contre chacun des défendeurs, ce blocage ne nécessite aucunement la fin du procès.
- 5) En rapport avec les points cités, le Gouvernement Islamique d'Iran demande aux Etats-Unis de prendre des mesures rapides et complètes pour mettre en application le contenu du communiqué du Gouvernement Algérien Démocratique et Populaire.

Les autorités du Gouvernement Algérien Démocratique et Populaire obligeront le Ministère des Affaires Etrangères de la République Islamique d'Iran en veillant bien entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités américaines et l'informer des résultats."

DECLASSIFIED